

Conseil de l'Europe

Janvier 2014

Première Partie Activités de l'APCE

La première session 2014 du Conseil de l'Europe a eu lieu du 27 au 31 Janvier à Strasbourg, France.

Le président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a communiqué le rapport d'activités du bureau et de la commission permanente pour l'année écoulée puis l'Assemblée a élu une femme comme nouvelle présidente : Madame Anne Brasseur du Luxembourg.

Un nouveau juge danois a été élu à la Cour Européenne des Droits de l'homme.

Le secrétaire du Conseil de l'Europe, le norvégien Thorbjorn Jagland a fait une communication.

Le président du parlement européen, le socialiste allemand, Martin Schulz est venu prononcer un discours et l'Assemblée Parlementaire a reçu également la visite de M. Werner FAYMANN, Chancelier fédéral de l'Autriche.

Le débat parlementaire a porté sur les points suivants :

- *Les réfugiés syriens: comment organiser et soutenir l'aide internationale ?*
- *Le fonctionnement de la démocratie en Ukraine,*
- *La lutte contre le racisme et l'intolérance en Europe et dans la police,*
- *Le partenariat avec le Conseil national palestinien,*
- *Internet et la politique: les effets des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur la démocratie,*
- *Les migrants: faire en sorte qu'ils constituent une richesse pour les sociétés d'accueil européennes.*
- *Intensifier les efforts de lutte contre les inégalités au niveau mondial: la contribution de l'Europe au processus des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD),*
- *Le changement climatique: un cadre pour un accord mondial en 2015,*
- *La diversification de l'énergie en tant que contribution fondamentale au développement durable*
- *L'obligation des organisations internationales de répondre de leurs actes en cas de violations des droits de l'homme.*

Les parlementaires ont déposé plusieurs documents liés à la question des droits des femmes et de la religion :

Le Secrétaire Général a cité le Pape pendant son discours : « Sur ce sujet, je rejoins le Pape qui nous a avertis contre la tendance à laisser toujours plus loin derrière les plus pauvres et à concentrer le meilleur dans les mains de quelques-uns. Je voudrais ajouter que nous avons un problème structurel dans notre système politique qui consiste dans le fait que nous ne rencontrons jamais ces personnes défavorisées dans nos parlements et nos organes étatiques. La grosse tendance de l'économie aujourd'hui, évoquée par le Pape, est renforcée par les institutions politiques alors que leur rôle devrait être de réduire les inégalités.

Deuxième Partie

Documents

1-Doc. 13416 31 janvier 2014 Le drame des avortements tardifs
Question écrite n° 655 au Comité des Ministres de M. Ángel PINTADO, Espagne, Groupe du Parti populaire européen

2- Doc. 13364 11 décembre 2013 La liberté de religion et les pratiques religieuses
Proposition de résolution déposée par M. Sandro GOZI, Italie

3- Doc. 13397 27 Janvier 2014 Le droit d'un Etat de protéger son patrimoine religieux et culturel
Question écrite par M Martin HENRIKSEN, Danemark

4- Doc. 13401 28 Janvier 2014 Combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants : vers une conclusion positive de la campagne UN sur CINQ
Motion de résolution déposée par la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

5- Doc. 13412 30 Janvier 2014 Incompatibilité de la Convention européenne des Droits de l'Homme et de la Déclaration du Caire
Question écrite n° 651 au Comité des Ministres par M Pieter Omtzig, Pays-Bas

6- Doc. 13349 31 Octobre 2013 Violence contre les femmes en Europe
Rapport 1 Commission Egalité et non-discrimination Rapporteur M José Mendes BOTA, Portugal

7- Doc. 13414 30 Janvier 2014 Légalisation de l'euthanasie pour les enfants en Belgique
Déclaration n° 567

8-Doc. 13400 28 Janvier 2014 Les droits des femmes salariées d'Europe orientale en matière d'emploi
Motion de résolution déposée par M. Viorel Riceard BADEA, Roumanie

Troisième partie

Activités de la COING (Conférence des ONG internationales)

Activités de l'UMOFc

A l'initiative de la Conférence des OING, un groupe de représentants d'ONG actives en Ukraine a participé aux réunions. La COING a adopté une Résolution demandant l'arrêt des violences et le respect de la démocratie, a élu un nouveau membre du bureau, Madame Anna Rurka, polonaise, Présidente d'EUROCEF « Comité Européen d'Action spécialisée pour l'Enfant et la Famille dans leur milieu de Vie » et a voté trois résolutions concernant les Droits de l'homme et les religions et le discours de haine.

La représentante de l'UMOFc a participé aux réunions de la Commission « lutter contre la grande pauvreté », à la réunion du CINGO qui regroupe les ONG internationales d'inspiration chrétienne, au groupe de travail « Vivre ensemble » de la « Commission Education et Culture » à l'Assemblée plénière des ONGs et a assisté à la « Commission sur l'Egalité et la non-discrimination » de l'APCE « combattre la violence contre les femmes et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre » en présence du Secrétaire Général.

La représentante a rencontré plusieurs députés et les a remercié pour leur travail en faveur du bien commun et des droits de l'homme : Messieurs Pieter Omtzig (Pays-Bas), Valeriu Ghiletschi (Moldavie), Ferenc Kalmar

(Hongrie), David Davies (UK), Luca Volontè (Italie,) ainsi que les représentants de Care pour l'Europe (David Fieldsen) et CORE (Joséphine Quintavalle) qui venaient présenter un projet de déclaration contre l'euthanasie des enfants malades en Belgique et la possibilité d'obtenir des enfants génétiquement modifiés au Royaume-Uni.

Rapport d'Anne Girault, représentante de l'UMOFC